



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

GALA DE LA FONDATION

Le Gala de la Fondation France-Asie se déroulera le **20 mai 2025** au théâtre national de l'Opéra-Comique.



[Réserver une place](#)

SOMMAIRE

p.5 **Entretien Nouveaux Regards**
avec Jean-François Huchet,
Président de l'INALCO (Institut National des
Langues et Civilisations Orientales)

p.15 **Les répercussions de la
politique commerciale du
président Trump sur les pays
asiatiques.**

par Yves Carmona,
Ancien diplomate français

p.19 **Les sciences sociales et
humaines en Chine aujourd'hui :
un débat sur la place publique.**

par Benoît Vermander,
Professeur de philosophie à l'université Fudan,
Shanghai

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, ancien diplomate français

Est-il vraiment possible de s'étendre dans cet éditorial du numéro de mai de « Nouveaux Regards sur l'Asie » sur les facéties tarifaires de l'homme d'affaires rappelé à la Maison Blanche, tant ses déclarations à force de se contredire ne cessent d'embrouiller les esprits et d'affoler les marchés, ceux-là ne sachant plus à quel saint se vouer ?

Après avoir provoqué, le 2 avril, par ses déclarations inconsidérées pour ne pas dire démentiennes un vent de panique dans toutes les capitales et sur leurs marchés financiers, Wall Street en premier et son marché obligatoire le plus préoccupant, Donald Trump semble avoir retrouvé un semblant de raison.

Apparemment surpris par la violence du choc et ses effets dévastateurs sur les places financières mondiales, y compris américaines, « Donald Dump » annonçait une semaine après que, tout compte fait, il avait pris la décision d'autoriser, avec effet immédiat, une pause de 90 jours, pendant lesquels les droits de douane « réciproques » qu'il avait annoncés une semaine auparavant seraient ramenés à seulement 10 % (les 25 % de taxes sur l'acier et l'aluminium étant maintenues).

Dans sa magnificence, annonçait-il tenir compte que 75 pays avaient imploré des représentants de son administration en vue de négocier une solution, mais aussi du fait que leurs dirigeants, « répondant favorablement à sa demande », n'avaient répliqué d'aucune façon contre les États-Unis.

Enfin, dans la soirée du 11 avril, le promoteur du slogan « Make America Great Again » (MAGA)



emprunté au feu président Ronald Reagan, vainqueur de l'ex-URSS, bien obligé de prêter une oreille certes égratignée mais néanmoins sensible aux arguments avancés par les acteurs de la Silicon Valley, rétropédalait pour donner l'ordre à son service des douanes et de la protection des frontières (U.S. Customs and Border Protection) d'inscrire sur liste blanche une dizaine de catégories de produits électroniques exemptés (momentanément) de taxes.

Il fallait bien qu'il se range à l'évidence que ses mesures, pour un secteur qui produit majoritairement en Asie, auraient été catastrophiques. Les grandes marques, dont Apple le principal touché dans cette affaire (moins 23 % de sa valeur boursière en quatre jours), se verraient contraintes, si Trump ne revenait pas sur sa décision, de répercuter ces hausses tarifaires sur le coût de leurs produits, au risque de réduire considérablement leurs marges bénéficiaires, et par ailleurs de pénaliser entre autres le consommateur américain.

La Maison Blanche avait posté sur son compte X (anciennement Twitter), une alerte pour le moins saisissante : « POTUS a été clair : tout doit changer particulièrement avec la Chine !!! », de quoi en effet en réveiller plus d'un en sursaut.

On ne pouvait pas mieux dire. L'artiste de la transaction (en référence à son best-seller « Trump - The art of the deal ») à la tête de la première puissance économique mondiale s'en allait mettre sa menace à exécution en imposant des droits de douane « personnalisés » et prétendument « réciproques » à 185 pays sur un total de 194. Dans les faits, loin d'être « réciproques », ces droits de douane avaient été simplement calculés en divisant par deux le ratio de la balance commerciale excédentaire de ces pays avec les États-Unis.

Ces sanctions tarifaires censées donc compenser les déficits commerciaux des États-Unis enregistrés avec le reste du monde apparaissent très lourdes, en particulier en direction des pays d'Asie du Sud-Est.

Seulement dépassé par le Lesotho (50 %), le Cambodge se voyait ainsi frappé par le taux le plus élevé (49 %) suivi du Laos, du Vietnam, de la Birmanie et du Sri Lanka, tous imposés à plus de 40 %. S'il s'agissait de s'en prendre aux plus faibles, le riche homme d'affaires ne pouvait pas mieux s'y prendre. Ces nations, à l'exception du Vietnam, en passe d'accéder au rang des pays à revenu intermédiaire supérieur, font partie des huit Pays d'Asie les Moins Avancés (PMA), avec l'Afghanistan, le Népal, le

Timor-Leste, et le Yémen, selon la classification du Comité des politiques de développement rattaché au Département des Affaires Sociales et Économiques des Nations Unies. Venaient ensuite la Thaïlande (36 %), l'Indonésie (32 %), la Malaisie (24 %) et les Philippines (17 %). Singapour et le Timor-Leste, les deux seuls pays d'Asie du Sud-Est à enregistrer un déficit commercial avec les États-Unis, étaient épargnés par les droits de douane « réciproques » en se voyant appliquer un taux de référence de « seulement » 10 %.

Il est vrai que l'administration américaine regarde des pays comme le Cambodge comme des portes dérobées pour les exportations chinoises vers les États-Unis, estimant que Pékin a fait de Phnom Penh la plus importante plaque tournante du transbordement que la Chine communiste utilise pour échapper aux tarifs douaniers américains mais aussi européens. Le Vietnam se voit de la même manière reprocher d'être une source majeure d'exportations chinoises indirectes vers les États-Unis, soit par une évasion tarifaire pure et simple, soit par l'inclusion de composants chinois dans les exportations vietnamiennes vers le sol américain.

Force est, en même temps, de constater que depuis 2018, la part des exportations chinoises à destination des États-Unis a diminué, Pékin exportant beaucoup plus vers les pays émergents dits du « Sud global ». Les producteurs chinois ont en effet accru leurs exportations de biens intermédiaires vers des pays tiers afin d'assembler et de finaliser les produits qui sont ensuite exportés vers les marchés occidentaux. Dès lors, la part du « processing trade » (commerce de perfectionnement) en Chine s'est réduite et, dans le même temps, les économies de l'ASEAN ont renforcé leur rôle de plateforme de production et d'exportation tout en montant en gamme. Les pays de l'ASEAN ont également remporté par ces pratiques de détournement une bonne partie des parts du marché nord-américain que la Chine a perdues depuis 2018. Dans le même temps, avec la réorganisation des chaînes de production, l'intégration commerciale des pays de l'ASEAN (4ème économie mondiale en 2024) avec la Chine s'est renforcée, ceux-là exportant davantage en direction de leur voisin immédiat et vice-versa.

Si l'administration américaine persiste dans sa volonté de réduire ses déficits commerciaux avec ces « petits pays » d'Asie pour reprendre les termes exacts de la réplique cinglante de Yang Jiechi, alors ministre des Affaires



étrangères, adressée en 2010 à son homologue singapourien (« China is a big country and other countries are small countries, and that's just a fact »), la marge de manœuvre de ceux-là pour négocier leur sortie pourrait s'avérer limitée, compte tenu de la taille modeste de leurs économies.

Reste Pékin qui est, cela a été clairement souligné plus haut, la principale cible de l'administration trumpienne (« le plus grand truand de l'Histoire ») justifiée dixit le big boss de la Maison Blanche « par le manque de respect que Pékin avait manifesté à l'égard des marchés mondiaux » (sic). Chacun répond donc à qui mieux mieux à la hausse tarifaire imposée par l'autre. 145 % côté Washington, 125 % côté Pékin. Et la guerre commerciale dans laquelle se sont engagés les deux grands rivaux pourrait très bien ne pas s'arrêter là, et évoluer jusqu'au point de rupture, à moins d'aboutir à une négociation, comme semblent apparemment toujours le souhaiter les autorités américaines comme chinoises, mais à condition que cela ne le soit pas sous la menace pour ce qui concerne cette dernière.

Trump veut faire croire à ses admirateurs que son « ami » Xi Jinping finira par venir à résipiscence. Mais la Chine du plus haut dirigeant chinois, qui a pris désormais pour habitude de montrer les muscles, sans jamais jeter l'éponge, pourrait tout aussi bien essayer de se tourner vers d'autres pays pour l'aider à traverser la crise, ceux de l'Asean (voir la récente visite de Xi au Vietnam, en Thaïlande et au Cambodge) mais aussi ceux de l'Union européenne. À la suite de plusieurs appels téléphoniques entre de hauts responsables chinois et européens, la Chine s'est empressée de déclarer qu'elle était disposée à collaborer avec l'UE pour mettre en œuvre conjointement « l'important consensus » atteint par les dirigeants des deux ensembles géographiques, en vue de renforcer leur communication et leurs échanges, et d'approfondir leur coopération commerciale, industrielle et d'investissement.

C'est oublier que les autorités européennes cherchent de leur côté à encadrer les effets des politiques industrielles chinoises, perçues comme soutenant massivement la compétitivité de leurs constructeurs grâce à des aides publiques. Le durcissement américain alimente bien évidemment les préoccupations européennes quant à un possible afflux de productions chinoises redirigées vers l'UE et qui pourrait éventuellement la pousser à son tour à renforcer un peu plus ses barrières douanières : « L'ensemble des différends que nous avons avec la Chine ne change pas du tout avec l'arrivée de Trump. Les irritants perdurent,

comme les surcapacités de production chinoises, les subventions publiques ou notre déficit commercial. Il n'est pas possible de se décaler vers la Chine pour compenser les difficultés avec les États-Unis, car les problèmes entre les États-Unis et l'Europe n'ont pas de solutions à Pékin, qu'il s'agisse des questions commerciales ou des garanties de sécurité que réclament les Européens dans le contexte de la guerre en Ukraine. » (source européenne, citée par le journal Le Monde dans son édition du 16 avril 2025).

Tous les pays ne sont pas en effet intéressés par une intensification des échanges commerciaux avec Pékin, et pour cause. L'Australie et l'Inde, nations les plus puissantes dans la région indo-pacifique, ont ainsi réagi négativement aux appels chinois à une plus grande coopération, Delhi repoussant même l'idée d'un accord de libre-échange avec Pékin (que Canberra, quant à elle, a conclu avec la capitale chinoise en 2014). Les plus petits pays d'Asie du Sud (Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Bhoutan) ont choisi, pour ce qui les concerne, le silence par crainte, on peut le penser, de s'attirer les foudres jupitériennes de la Maison Blanche. Car, contrairement à la Chine et à certaines autres grandes puissances mondiales, la plupart des pays d'Asie du Sud sont, comme leurs voisins du Sud-Est, trop fragiles économiquement pour prendre des mesures de rétorsion et risquer une guerre commerciale ouverte avec les États-Unis, qui se ferait naturellement à leur détriment, quand tout en commerçant avec la Chine, leur premier client, ceux-là ne peuvent se passer de la protection du parapluie nucléaire américain face aux poussées hégémoniques de Pékin. Également concerné mais se montrant moins docile que d'habitude, le Japon a continué à exprimer en direction de Washington ses fortes préoccupations, demandant fermement à son allié que ce taux de 24 % qui lui serait appliqué soit révisé. Le ministre des Finances Katsunobu Katō a en même temps exclu de se servir des bons du Trésor américain (plus d'un billion USD, devant la Chine avec 760 Mds) que Tokyo détient comme une monnaie d'échange dans les négociations à venir, se réservant plutôt le droit de s'en servir au cas où l'archipel aurait à intervenir sur le marché des changes si celui-ci venait à vaciller à la suite de l'initiative imprudente américaine.

Dans la situation politique confuse qu'elle traverse, la Corée du Sud en la personne de son ministre du Commerce, Cheong In-kyo, s'est simplement contentée de se ranger à l'évidence, à savoir que la pause tarifaire de 90 jours fournirait un ample espace pour des négociations.



La même réaction a été observée à Taiwan, son chef d'État William Lai (Ching-te) s'engageant à renforcer la coopération bilatérale en matière d'industrialisation et d'innovation avec le pays a priori garant de sa protection contre les menaces militaires chinoises. Une réponse faite en quelque sorte pour calmer les éruptions trumpiennes au sujet de la fabrication dans l'île des semi-conducteurs de pointe : « All I did say, if you don't build your plant here, you are going to pay tax, twenty-five, may be 50, may be 75, may be 100 % ».

Pragmatique, le vice-premier ministre thaïlandais Pichai Chunchavajira se résignait à ce constat en forme de lapalissade : « As the situation changes, we have to adjust ».

Moins serein, le ministre malaisien pour l'Investissement, le Commerce et l'Industrie osait un post sur LinkedIn pour dire que son pays accueillait favorablement la pause décrétée par

Trump, même si la volatilité ainsi créée constituait un défi significatif pour les économies de l'ASEAN (dont Kuala Lumpur a la présidence cette année), ajoutant sarcastique : « Nothing is certain but uncertainty when it comes to Trump tariffs ! »

Prudente, la Cité-État s'est dite prête quant à elle à travailler de manière constructive avec tous ses partenaires, y compris les États-Unis, en rappelant que les incertitudes résultant de l'imposition de tarifs douaniers et de représailles potentielles en retour pourraient entraîner des risques d'instabilité accrue des flux de capitaux et des taux de change, un message qui a probablement dû siffler dans les oreilles des boursicoteurs trumpiens.

L'heure est donc maintenant à la négociation.

On reste tout de même dans l'expectative, et comme le faisait remarquer cet analyste des marchés financiers particulièrement sensibles à cette guerre lancée tous azimuts par le « Trade Deal Tycoon » : « Accrochez-vous bien...L'inconnu nous attend. »



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Entretien Nouveaux Regards

Jean-François Huchet, Président de l'INALCO

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Au travers des hausses tarifaires américaines qui ont été annoncées, Trump s'est fixé comme objectif, comme il l'a dit lui-même, de ré-industrialiser les États-Unis et d'y attirer les investissements, tout en réduisant l'énorme déficit commercial que Washington enregistre avec le reste du monde, dont avec la Chine en particulier, même si cette dernière commence à réorienter ses exportations en direction des pays du « Sud global » (en voie de développement).

Selon les commentateurs, Trump chercherait dans le même temps à couper la Chine de ses chaînes d'approvisionnement l'obligeant de la sorte à s'en remettre davantage à son marché intérieur alors qu'elle continue de connaître une consommation atone malgré les premières mesures de relance qui ont été annoncées par le Premier ministre Li Qiang en mars à la suite de la réunion annuelle des « Deux assemblées » (Liang hui).

D'aucuns pensent qu'un autre objectif poursuivi par l'administration américaine serait aussi d'amener les pays menacés par ces hausses à réévaluer leurs monnaies d'échange permettant ainsi aux États-Unis d'améliorer leur productivité et de devenir plus compétitifs à l'exportation.

Si tels sont les objectifs de Trump, pensez-vous que cette hausse tarifaire généralisée soit la meilleure méthode pour y parvenir ?

Jean-François Huchet : Rétrospectivement, on observe deux choses : d'une part, il y a dans le système économique international un découplage des stratégies des entreprises et des pays qui, sans être forcément exactement les mêmes, peuvent parfois se recouper ; d'autre part, il se trouve des pays qui aident au travers de subventions leurs multinationales qui, par ailleurs, se livrent à des actions de lobby auprès des gouvernements.

Mais force est de constater que la poursuite d'un certain nombre de ces stratégies est ancienne, elles ne datent pas d'hier. Ainsi, ce phénomène de globalisation existe depuis la fin des années 1960. Des chaînes de valeurs

extrêmement complexes ont été mises en place, notamment en Asie, qui ont amené ces multinationales notamment américaines à être présentes dans cette région du monde comme aussi en Europe. Par ailleurs, la question de la capacité de notre système international à absorber le système économique chinois tel qu'il s'est structuré depuis maintenant vingt-cinq ans a très certainement atteint aujourd'hui ses limites.

Le problème posé par la Chine sur le plan commercial était présent avant l'arrivée de Trump comme il l'était dans les discussions que nous avons pu avoir par le passé entre l'Union européenne et la Chine. Après avoir dit cela, si effectivement l'objectif ultime de Trump et de son administration est de revenir sur à peu près cinquante ans de globalisation et d'externalisation des chaînes de valeur ajoutée, je ne pense pas que cela se fera du jour au lendemain.

Les droits de douane peuvent être effectivement un instrument susceptible d'influencer les décisions des acteurs, mais c'est seulement à très long terme que celles-ci pourront avoir des répercussions sur la Chine et les États-Unis.

Exprimé d'une autre manière, si on prend un certain nombre de produits, par exemple le plus emblématique d'entre eux, à savoir les smartphones, car ils se trouvaient particulièrement pénalisés – et on a vu en l'espace d'un week-end l'administration américaine justement revenir sur les droits de douane imposés sur ce produit – on sait très bien que, pour relocaliser aux États-Unis une part importante de sa production, cela prendra énormément de temps. Il faudrait pour cela que Washington investisse quelque 30 milliards de dollars pour gagner 10 % de relocalisation.

Or le fait est qu'environ 80 % des smartphones exportés aux États-Unis sont fabriqués en Chine. Par ailleurs, compte tenu des conditions qui



prévalent aujourd'hui aux États-Unis, ces derniers seraient dans l'incapacité de vendre un smartphone au consommateur américain à un prix inférieur à 1000-1200 USD, voire pour certains de ces produits à 3000 USD.

On voit bien que, derrière cette externalisation très complexe de la valeur ajoutée en Chine et en Asie de façon plus générale, nous avons affaire à un processus très complexe qui va prendre énormément de temps.

Il y a en effet un ensemble d'acteurs économiques qui sont présents en Chine et qui contribuent à la fabrication d'un produit fini comme, par exemple, un smartphone. Une multitude de sous-traitants se trouvent aujourd'hui en Chine et pas aux États-Unis. On a bien senti de la part des firmes une volonté depuis la pandémie du Covid notamment d'essayer de diversifier les risques. On le voit bien du côté d'Apple, pour ne prendre que cet exemple, avec cette volonté de s'implanter en Inde, de diversifier les chaînes de valeur ajoutée. Mais tout cela prend beaucoup de temps et coûte très cher.

On peut dès lors se poser la question s'il sera possible de maintenir des droits de douane prohibitifs, sans même savoir si les entreprises concernées auront la capacité de relocaliser une grande partie des chaînes de valeur ajoutée aux États-Unis, sans compter que cela prendrait probablement plusieurs dizaines d'années pour ce faire.

Cette stratégie n'est pas viable à court ou moyen terme. Les États-Unis et la Chine ne peuvent pas se permettre de rester à ce très haut niveau de taux de droits de douane. Ils sont tous les deux placés à la même enseigne et vont devoir se parler à un moment donné. L'imbrication est trop forte.

On observe quand même qu'il y a aussi s'agissant des pays frappés par ces menaces qui sont quand même invraisemblables, l'idée d'amener leurs grandes entreprises implantées en Chine ou dans d'autres pays d'Asie à investir aux États-Unis. On le voit avec le cas de Taïwan, par exemple, avec l'idée de pousser l'île à délocaliser ses chaînes de production aux États-Unis.

TSMC, qui est la plus importante fonderie de semi-conducteurs indépendante, a d'ailleurs déjà commencé avec l'implantation d'une usine dans l'Arizona. Dans cet objectif, Trump et son administration ne sont pas confrontés à ce problème des délais de mise en œuvre que vous avez évoqué précédemment.

Il faut bien voir que les décisions qui ont été prises par TSMC portent véritablement sur des

très hautes technologies et qu'il s'agit quelque part pour Washington de faire en sorte que certaines productions de très haute valeur ajoutée se trouvent à Taïwan, car certaines d'entre elles y resteront, s'implantent également aux États-Unis. C'est quelque chose qu'il est peut-être possible de faire un peu plus rapidement. Mais il y a aussi, et là on dépasse très largement le cadre économique, la question de la proximité géopolitique ou politique de Taïwan avec les États-Unis. Mais oui, il est effectivement tout à fait possible de procéder ainsi. En ce qui concerne la Chine, les choses sont un peu différentes.

D'abord, pour la grande majorité, ce sont des entreprises américaines qui s'approvisionnent sur le marché chinois pour des productions qui sont encore à faible ou moyenne valeur ajoutée. Et donc, la possibilité de maintenir à coûts constants cet approvisionnement et de le déplacer aux États-Unis - je reprends l'exemple du smartphone - est extrêmement difficile parce que les conditions de la production en Chine ne sont pas du tout les mêmes qu'en Amérique du Nord.

Il faudrait pour cela reconstruire tout le réseau des fournisseurs et avoir une même structure qui permettrait au consommateur américain de pouvoir bénéficier des mêmes coûts qu'en Chine. Si on reprend l'exemple des semi-conducteurs, le fait est qu'une partie de ceux-ci à très haute valeur ajoutée à la frontière technologique, resteront quoi qu'il en soit fabriqués à Taïwan. Il y a aussi toute une partie de semi-conducteurs de basse ou moyenne gamme technologique qui ne rentrent pas dans les interdictions américaines qui ont été posées au cours de ces dernières années, y compris sous la présidence Biden et pas uniquement sous celle de Trump, qui proviennent en fait de Chine et qui sont eux aussi encastrés dans un système très complexe de fournisseurs, de coûts, etc.

Encore une fois, cette organisation de la valeur ajoutée va être très difficile à déplacer. Elle n'est pas impossible mais elle va prendre du temps. Il est difficile de comprendre pourquoi l'administration Trump a souhaité faire la guerre à tous les pays en même temps. Cela reste peu compréhensible car si on peut admettre qu'il y a un problème de capacités d'absorption du modèle économique chinois, le fait d'attaquer tout le monde revient à placer la Chine au rang d'accusé au même titre que d'autres grandes régions économiques de la planète.

On voit bien que l'administration américaine est depuis revenue sur cette position pour faire en sorte d'empêcher peut-être qu'il se forme des



alliances entre l'Europe et la Chine ou éventuellement avec l'ASEAN ou encore avec le Japon.

Maintenant c'est la Chine qui est quelque part en ligne de mire. C'est aussi le cas des autres pays d'Asie du Sud-Est, du Cambodge, du Vietnam et de la Malaisie, où Xi Jinping s'est empressé de se rendre sitôt les hausses tarifaires annoncées. On peut effectivement se demander si ces pays vont pouvoir toujours servir de base de contournement pour les produits chinois pour arriver aux États-Unis. Parce que, si ce n'est plus le cas, je n'aimerais pas être aujourd'hui à la place des industriels qui doivent réfléchir, à un horizon de dix à vingt ans lorsqu'ils implantent une usine quelque part, à ce qu'ils vont pouvoir faire dans cet environnement à très fortes incertitudes si on se place dans la perspective d'une guerre commerciale qui pourrait durer une, voire plusieurs années.

Cela devient un véritable casse-tête parce que nous ne sommes pas dans nos économies en capacité de rapatrier toutes les activités industrielles sur notre sol. Je ne dis pas que nous ne pouvons pas le faire pour un certain nombre de produits. Nous y serons forcément amenés pour certains médicaments ou produits stratégiques sur lesquels reposent notre indépendance, et devrons reconstruire ces chaînes de production sur l'ensemble du territoire européen.

Mais nous ne pourrons pas tout faire. Il n'en demeure pas moins qu'il y a effectivement des dysfonctionnements de l'économie chinoise qui posent des problèmes difficiles à résoudre pour l'économie mondiale.

Oui, en effet, on voit bien, comme vous l'avez dit vous-même, qu'au-delà de la Chine clairement visée par les mesures annoncées par Trump, il y a aussi tous ceux qui ont servi à la Chine à contourner ces sanctions tarifaires, à savoir les pays d'Asie du Sud-Est principalement.

Ce qui est très surprenant quand on observe la liste, c'est que, hormis le Lesotho qui est au plus haut tarifé à 50 %, on a le Cambodge qui est à 49 %. Trump s'en prend à ces pays dont on connaît le double jeu, qui sont à la fois demandeurs du parapluie de défense américain vis-à-vis d'une Chine qui devient de plus en plus agressive dans la région et, dans le même temps, qui continuent à exploiter ce grand marché chinois qui leur profite.

Est-ce que finalement Trump n'arrive pas à un objectif qui se cache derrière tout cela qui est celui déjà dans un premier temps d'amener tous ces pays, hormis la Chine a priori, à se dire prêts aujourd'hui à engager des négociations avec

Trump et donc à entrer dans cette logique transactionnelle qui le singularise ?

Effectivement, on voit que pour les pays de l'ASEAN, de l'Asie du Sud-Est, c'est assez clair. Nous voyons bien qu'il y a une volonté de traiter en bilatéral et qu'un pays comme par exemple le Cambodge qui est dépendant de Pékin autant qu'il l'est de Washington a de nombreuses usines chinoises qui sont présentes et investissent sur son sol pour ensuite réexporter leur production vers les États-Unis.

D'une certaine manière, le Cambodge est pris en tenaille dans cette guerre commerciale, mais Phnom Penh a quand même besoin des retombées de ces entreprises chinoises qui sont présentes sur son sol. Cela se traduit pour ce pays par des emplois, des rentrées de devises étrangères et potentiellement aussi la construction d'un système de fournisseurs locaux et donc les enjeux sont pour ce pays aussi importants.

Mais nous voyons bien en même temps que l'ASEAN, et là je parle de la structure économique et politique de l'Association, a réagi très timidement et n'est visiblement pas en capacité comme l'Union européenne de réagir collectivement face aux États-Unis. Alors même que l'ASEAN, cinquième puissance économique mondiale, pourrait avoir effectivement un poids, comme c'est le cas de l'Union européenne face aux États-Unis, si nous assistions à une logique de blocs commerciaux, très forts, très structurés contre ces derniers.

Mais ce n'est pas le cas. Il est vrai que ce qui se cache derrière aussi, c'est quelque chose qui dépasse très largement la question de la guerre commerciale et qui est celle de l'influence géopolitique de ces deux géants notamment en Asie. Il y a des pays qui sont plus proches de la Chine et ce sont d'ailleurs ceux-là dans lesquels Xi Jinping s'est rendu et puis d'autres pays qui ont des relations plus fortes avec les États-Unis, qui ont pris des décisions ces derniers temps beaucoup plus affirmées contre la Chine sur des questions d'ordre géopolitique. Et donc tout cela se croise.

On a une administration américaine qui mélange tout, à la fois les intérêts économiques et stratégiques, c'est le cas aussi pour l'Europe, le message étant : vous ne pouvez pas continuer à dégager un excédent commercial avec nous alors que nous vous protégeons avec notre parapluie nucléaire. C'est cette idée-là que l'administration Trump essaie d'avancer.

Or les choses ne se passent pas comme cela puisqu'encore une fois nous retombons sur ce



découplage qui est intrinsèque à la globalisation, entre les multinationales, les États-nations, et les consommateurs. Tout cela ne fonctionne pas exactement de cette manière, en tout cas pas de façon aussi caricaturale que l'administration Trump le présente.

C'est d'ailleurs le même argument qui a été utilisé par l'administration Trump en direction de l'Union européenne, dans un contexte que l'on connaît bien qui est celui de la guerre en Ukraine où l'Europe est placée en position de difficulté...

Oui, mais quand même avec une différence majeure dans la structure des échanges commerciaux. Nous ne sommes plus sur des échanges structurés autour de produits finis entre l'Union européenne et les États-Unis. On trouve clairement un avantage du côté américain sur tout ce qui concerne les services, alors que nous avons un avantage plus fort du côté européen sur les produits industriels, voire agricoles, même s'il y a aussi un certain nombre de produits américains dans ce secteur qui l'emportent très fortement.

Mais ce sont avant tout les produits finis qui s'affrontent quelque part dans cette guerre commerciale voulue par les États-Unis avec l'Europe. Alors que, du côté de l'Asie, nous nous plaçons vraiment sur la trajectoire de la sous-traitance, de l'approvisionnement, de la structuration de chaînes de valeur ajoutée qui sont extrêmement complexes où on trouve des étapes de production et où les pays échangent entre eux avant qu'un produit fini reparte vers les États-Unis.

Et cette structure du commerce qui est vraiment l'incarnation de la globalisation complique considérablement l'objectif qui est celui voulu par l'administration américaine, à savoir de relocaliser toutes ces chaînes de valeur ajoutée aux États-Unis. Mais nous avons aussi le même problème en Europe, ce n'est pas uniquement un problème qui est lié aux États-Unis. La manière pour nous de trouver un meilleur équilibre, ce serait que la Chine s'ouvre encore un peu plus au commerce et aux investissements venant de nos pays et que nous parvenions à un rééquilibrage avec une Chine qui est encore en situation d'hypertrophie sur le plan industriel.

Est-ce que la Chine ne se fourvoie pas en quelque sorte en partant de cette idée consistant à penser pouvoir réorienter ses exportations qui sont le moteur principal jusqu'à présent de son économie vers l'Union européenne ?

Il y a eu déjà des déclarations allant dans ce sens et nous avons vu que la présidente de la Commission européenne était extrêmement réticente à cette

idée, et que l'Europe, auquel cas, n'hésiterait pas à prendre des contre mesures afin de se protéger d'une invasion de biens et de produits chinois qui se dirigeraient vers l'Europe plutôt que vers les États-Unis.

Il y a aussi une autre possibilité comme la Chine a d'ailleurs commencé à le faire, qui consiste à réorienter ses exportations vers le « Sud global », et donc vers des petits pays, ou des pays avec des économies relativement faibles mais qui ne sont peut-être pas prêts ou capables d'absorber cette avalanche de produits chinois qui arriveraient sur leurs marchés.

Je vois là trois éléments à prendre en compte. Premièrement, les déséquilibres de l'économie chinoise qui, comme je le disais précédemment, voit une hypertrophie de son industrie. Et j'insisterai sur ce point : il convient de partir des chiffres absolus et non des chiffres relatifs, parce qu'ils sont vertigineux. Quand on regarde les surplus industriels qui découlent de la manière dont est conduite l'économie chinoise, y compris cette concurrence effrénée qui existe entre localités, entre provinces, et qui donc conduit à un surinvestissement.

Ce déséquilibre pose un problème majeur pour l'économie mondiale. Pour les États-Unis, pour l'Europe et aussi pour tous les pays du « Sud global » et même pour la Chine. Il n'est plus possible de continuer comme cela.

S'agissant de l'Union européenne, il est impossible pour celle-ci d'absorber plus de produits chinois qu'elle n'en absorbe aujourd'hui, sans que cela ne crée encore un peu plus de phénomènes que nous sommes en train de dénoncer depuis des années et qui sont les mêmes qu'aux États-Unis, à savoir l'éviction ou la disparition d'un certain nombre de nos producteurs.

Tant qu'il s'agissait pendant de longues années de produits sur lesquels nous n'étions plus vraiment compétitifs, rappelons ici que nous avons abandonné la filière du textile, nous estimions que si nous arrivions à nous concentrer sur les services, sur l'industrie de hautes technologies, eh bien nous continuerions à nous en sortir.

Mais aujourd'hui, c'est cela qui est en jeu. Oui, nous allons peut-être avoir quelques ristournes sur des jeans, sur le textile en Europe mais il y a une élasticité sur notre capacité d'absorption et de consommation qui n'est plus aussi forte.

Il y a en effet tellement de grands groupes textiles qui produisent en Europe. Mais ce qui est extrêmement dangereux c'est ce que nous avons connu sur le solaire, et que l'on connaît



maintenant sur l'automobile électrique, voire même thermique. Il ne faut pas en effet oublier que la Chine est aussi un grand producteur de véhicules thermiques. Et cela, l'Europe ne peut pas se le permettre.

On ne peut pas, là où nous sommes à la frontière technologique, laisser une déferlante de produits chinois entrer sur le territoire européen qui conduirait à perdre le seul avantage compétitif qu'il nous reste en matière industrielle. Et nous ne pouvons non plus déconnecter l'industrie des services parce que nous nous rendons compte que nous avons été très certainement beaucoup trop loin dans cette externalisation des chaînes de valeur ajoutée. Aujourd'hui, il y a plein de métiers dont nous avons perdu la maîtrise.

D'où cet effort de réindustrialisation, de réarmement dont on parle, indépendamment des questions militaires. Là aussi les déséquilibres et les dysfonctionnements qui existent sur le marché chinois, ils se posent également à l'Europe.

Et donc politiquement, on comprend que Madame von der Leyen dise à la Chine, oui nous ne sommes pas contents de ce qu'il se passe avec les États-Unis mais pour autant faites un geste tangible, sérieux à l'égard des problèmes qui subsistent entre nos deux ensembles géographiques depuis très longtemps. Je ne vois pas comment l'Union européenne se mettrait tout d'un coup à ouvrir grand ses bras à la Chine tout simplement parce qu'elle est dans une position inconfortable aujourd'hui avec les États-Unis.

Nous sommes aussi, nous Européens, dans une position très inconfortable vis-à-vis de la Chine et donc tant qu'il n'y aura pas de gestes vraiment tangibles mais qui vont nécessiter un changement de fonctionnement majeur de la part de Pékin, je ne vois pas comment l'Europe aujourd'hui pourrait tout d'un coup baisser la garde et absorber les produits chinois, surtout ceux qui arrivent désormais sur nos marchés. C'est impossible, ou alors nous courrons au suicide.

Oui, mais s'agissant du « Sud global », des pays peu développés ou les moins avancés...

Ces pays n'ont pas une capacité d'absorption illimitée par rapport aux produits chinois qui atteignent des montants colossaux. Ce sont des pays qui aspirent comme la Chine dans les années 1980 à se développer industriellement. Par ailleurs dans ce que l'on appelle le « Sud Global », il se trouve de très grands pays, tels que l'Inde et le Brésil, et d'autres plus petits, et

ceux-là ne le pourront pas non plus et d'ailleurs ils ont commencé à prendre un certain nombre de mesures pour se protéger eux aussi des produits chinois.

Cela fait pratiquement 30 ans que la Chine essaie de signer un accord de libre-échange avec l'Inde mais que Delhi refuse, les entreprises indiennes en premier, car cet accord serait pour le pays délétère pour son industrialisation.

Il est vrai que Trump est très erratique, prend des mesures qui sont tout à fait irrationnelles, revient tout le temps en arrière, mais il est vrai aussi que nous avons un vrai problème dans notre capacité à absorber une économie comme la Chine.

Nous l'avons fait avec le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, un certain nombre de pays, mais avec un pays de la taille de la Chine qui connaît de tels dysfonctionnements, il est vrai qu'avec nos institutions aujourd'hui qui sont nées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, nous avons un vrai problème.

Même si nous avons fait nous aussi d'énormes erreurs, je pense notamment côté européen dans l'externalisation de nos chaînes de valeur ajoutée, le fait est que nos institutions ne peuvent plus avancer, on le voit bien, tout est bloqué à l'OMC, les institutions de Bretton Woods sont devenues désormais inopérantes.

Dès lors peut-on en conclure que finalement la stratégie de Trump et de ses conseillers est une stratégie gagnante puisque la Chine se trouve d'une certaine manière assez isolée ?

Je ne suis pas sûr qu'elle soit gagnante parce que comme je l'ai dit, il y a une telle interpénétration dans un certain nombre d'industries que ces droits de douane ne vont pas pouvoir être appliqués pendant longtemps. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'activité des entreprises américaines sur le sol chinois demeure tout de même encore très grande. Cela se joue à hauteur de 600 milliards de dollars américains de chiffre d'affaires par an, en particulier s'agissant de l'approvisionnement qui est très important et que là les mesures de rétorsion que pourrait prendre la Chine seraient en mesure de faire très mal à ces entreprises.

Mais la Chine en souffrirait, elle aussi. À l'image de ce que j'ai dit tout à l'heure sur le Cambodge, la Chine a besoin de Foxconn pour produire les smartphones qui partent ensuite aux États-Unis.

Et même si la Chine ne retient qu'à peu près 10 % de la valeur ajoutée des smartphones sur son territoire, vu la quantité qu'elle produit, c'est



énorme. Il y a des enjeux qui sont très importants pour la Chine aussi.

Je pense que les deux pays ne peuvent pas continuer à rester très longtemps dans cette situation, ou alors nous allons aboutir à un découplage qui va devenir très important si nous persistons sur la même voie dans les mois qui viennent.

S'il y a découplage, il faudra que les gouvernements l'assument sur le plan du prix auprès des consommateurs, de l'inflation, parfois même de l'arrêt d'un certain nombre de choses. On le voit aujourd'hui sur la question des terres rares, par exemple, nous savons très bien que d'ici deux à trois ans on pourrait trouver de nouvelles usines de production de terres rares un peu partout dans le monde, et c'est certainement ce qu'il va arriver.

Et c'est pour cela que la Chine manie cet aspect avec beaucoup de précautions, parce qu'elle sait que si elle coupe véritablement ses exportations de terres rares du jour au lendemain, cela va lui causer énormément de problèmes. Mais si une rupture de confiance se produisait, il est possible que dans deux ou trois ans, les États-Unis, l'Europe, le Japon, ces centres producteurs, aillent s'approvisionner ailleurs qu'en Chine et alors celle-ci se retrouvera avec toutes ses terres rares sur les bras.

Je pense que c'est déjà le cas, il y a déjà des réflexions à ce sujet.

Tout à fait. Mais à court terme, cela pourrait quand même engendrer des problèmes majeurs pour la production d'un certain nombre de produits.

Est-ce que l'on n'assiste pas in fine à une remise en cause de la mondialisation depuis l'entrée de la Chine à l'OMC, avec les espoirs qui en étaient attendus en 2001 et qui se sont avérés finalement décevants pour la plupart des pays ?

Cette entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce lui a surtout profité et a fait en sorte qu'elle puisse atteindre ce niveau actuel, être la deuxième puissance économique mondiale, voire la première, selon les modes de calcul.

Jusqu'à un certain niveau d'externalisation des productions, je pense que les pays occidentaux ont été très largement gagnants, en termes de prix... Enfin cela dépend de qui l'on parle. Le consommateur moyen a été gagnant. Par contre, un certain nombre d'entreprises ont dû fermer leurs portes, avec toute la question de la désindustrialisation que cela a entraîné. Cela a été vécu différemment selon les acteurs, on le sait. Et c'est paradoxalement la

désindustrialisation que certaines régions des États-Unis ont vécue qui a alimentée, on le sait aussi, un vote du parti Républicain de plus en plus dur sur ces questions, faisant en même temps que les discours populistes aient pu prendre forme et se traduire par des effets électoraux très importants dans certaines parties de ce pays. C'est tout le paradoxe de la globalisation. Il est vrai aussi que jusqu'à un certain niveau de délocalisation, il y avait quand même des gains partagés.

Et puis, par ailleurs, souvenez-vous, il y avait à ce moment-là un discours récurrent, à savoir les classes moyennes vont émerger et se développer en Chine et puis nous assisterons à une évolution politique, démocratique de ce pays. C'est un peu la même idée que l'on avait au lendemain de la guerre avec le Japon, pour s'opposer aux grèves communistes de 1946-47.

On a laissé le Japon se développer, comme on l'a fait avec l'Allemagne. Il s'agissait dans le cas qui nous occupe de raccrocher quelque part la Chine au monde démocratique. Ce sont toutes ces idées de la fin des années 1980-1990 avec la fin de la Guerre froide.

Or, cela ne s'est pas passé comme cela. C'est même allé dans le sens inverse avec les discours nationalistes conduisant aujourd'hui à une perte de confiance sur cette évolution qui était attendue. Il y a aussi cet élément important qui est qu'aujourd'hui, après une vingtaine d'années, la Chine, comme le Japon, comme la Corée du Sud ou comme Taiwan, a réussi à digérer, à assimiler les technologies étrangères, à les développer et à les porter quasiment à la frontière technologique avec une capacité d'organisation qui est remarquable.

Et donc aujourd'hui, la Chine est compétitrice et pas uniquement sur les produits à usage civil mais aussi dual, militaire. Ce qui bien évidemment effraie aujourd'hui les Occidentaux après la prédominance géopolitique qu'ils ont assurée, notamment les Américains, en Asie. Donc là, on le voit bien, ce n'est plus une guerre commerciale dont il s'agit. Et il est assez troublant de constater que la Chine est devenue un sujet bipartisan aux États-Unis depuis la fin du mandat du président Obama. Les Républicains comme les Démocrates s'accordent pour voir dans la Chine un compétiteur, voire même un ennemi sur le plan stratégique.

Donc nous ne sommes plus dans un cadre purement commercial et pour la Chine c'est aussi le cas, avec des dimensions supplémentaires où le Parti communiste chinois se sent attaqué, où on a un régime et en



particulier son premier représentant qui ne peut pas apparaître faible vis-à-vis des États-Unis, après avoir construit un discours nationaliste et revancharde.

Il y a aussi tout un discours qui s'est construit aux États-Unis pour mettre à genoux la Chine. Tout cela s'entremêle pour rendre à mon avis des négociations extrêmement difficiles et une situation de blocage qui est très préoccupante sur le plan économique et commercial.

Jusqu'à présent, on parlait d'atténuation des risques, de « de-risking ». Est-ce que nous n'avons pas aujourd'hui franchi une étape supplémentaire où Trump nous entraînerait dans une logique de découplage ?

Ou tout au moins un début de découplage qui va aller en s'approfondissant avec cette deuxième économie mondiale qu'est la Chine ?

Et est-ce que l'on pourrait, si cette guerre commerciale se poursuit et s'accroît, se diriger vers une Guerre froide amenée justement par ce découplage, quand à l'époque de Trump-I, le mot de Guerre froide était prononcé mais que ceux-là vous répondait par la négative, en avançant le fait qu'il existait une interdépendance entre les deux principales économies rendant un tel scénario impossible ?

Je pense avoir déjà insisté sur le fait que ce découplage sera très dur mais en même temps, il est encore une fois très difficile de continuer aujourd'hui sur la même lancée. Et que cela soit l'Amérique ou d'autres d'ailleurs - l'Union européenne est dans la même situation que les États-Unis vis-à-vis de la Chine -, il est impensable que nous abandonnions nos industries ou plutôt ce qu'il en reste, alors que nous nous sommes réfugiés sur la très haute technologie ou des produits très complexes comme l'automobile ou l'aéronautique, que l'Europe, ou les États-Unis ou le Japon autorisent une domination totale de la Chine.

Tant que nous n'étions pas amenés à une concurrence frontale, tant qu'il s'agissait d'approvisionnement où quelque part la Chine faisait de la production et de l'assemblage mais laissait la conception et la commercialisation aux pays occidentaux, comme pour les smartphones, cela ne posait pas trop de problèmes, le système actuel pouvait l'absorber.

Mais à partir du moment où la Chine commence à s'emparer du segment de la conception et de celui de la commercialisation sur des produits à haute valeur ajoutée, donc des produits complexes, c'est tout le système de globalisation qui va en se dégradant parce qu'à ce moment-là, il n'y a plus de jeu à somme

positive entre les acteurs. En effet, nous arrivons à une étape cruciale de la globalisation et autant nous avons été en capacité mais non sans mal d'absorber des pays comme le Japon, dans les années 1970-80, où il y avait eu à ce moment-là des réactions très fortes mais politiquement l'archipel était quand même sous la protection du parapluie nucléaire américain conduisant à ce qu'un certain nombre de choses changent globalement dans le sens souhaité par l'Occident.

Et puis le Japon a connu un éclatement de sa bulle immobilière qui l'a affaibli. Pour la Chine, ce n'est pas du tout le cas, ce n'est pas la même dimension, elle dispose de son indépendance politique, militaire et donc nous sommes dans une situation qui est radicalement différente et qui à mon sens permet de dire que nous sommes à une étape majeure par rapport à ce que nous avons connu depuis la fin des années 1970-80. Nous allons en payer le coût très certainement mais cela va mettre du temps. Il y a sans aucun doute une rupture de confiance.

Oui mais en même temps avec ces mesures draconiennes annoncées par Trump - nous verrons ce qu'il en ressortira à la suite des négociations qui ont déjà commencé avec un certain nombre de pays -, est-ce que cela ne va pas conduire à des ajustements de part et d'autre ?

Oui, après il faut regarder avec quels pays, l'impact que cela peut avoir. L'objectif initial de l'administration américaine cherchant à conduire à des relocalisations, à une ré-industrialisation aux États-Unis est complètement différent. Si les États-Unis veulent reconstruire une filière de l'électronique c'est en grande partie avec la Chine que cela va se jouer. Sur le textile, le fait que le Vietnam ou le Cambodge aillent négocier avec les États-Unis ne va pas changer le problème pour les États-Unis. Cela aura un impact qui sera relativement peu important dans la mesure où il sera difficile de relocaliser le textile sur le sol américain.

On en revient à ma question précédente. Que cela soit une coïncidence ou pas, force est de constater que les mesures tarifaires qui ont été annoncées par Trump le 2 avril arrivent au même moment où le Premier ministre chinois Li Qiang lors des Deux Assemblées annuelles, a fait un bilan de l'économie de son pays qui n'est pas fameux.

La Chine fait face à des difficultés qui sont quand même assez importantes, à l'exception des exportations qui ont battu l'année dernière tous les records avec un excédent de quelque 1000 milliards de dollars américains, on observe que les fondamentaux sont quand même mal en point nécessitant des mesures de relance qui ont été annoncées et qui paraissent d'ailleurs assez ambitieuses dans l'environnement intérieur et



extérieur actuel, sans compter que celles-ci prendront aussi du temps pour être mises en place et à avoir des effets positifs sur l'économie chinoise.

Tout à fait, mais il est vrai aussi que si nous allions jusqu'au bout de la logique de la globalisation, il faudrait que la Chine désindustrialise et se mette elle-même à investir ou à s'approvisionner massivement auprès des pays qui sont à plus faibles revenus et qu'elle se concentre éventuellement dans cette pratique comme nous l'avons fait.

Mais on voit bien et je reviens à ce que je disais tout à l'heure, on entrerait là dans une concurrence frontale sur un certain nombre de biens et de services ou de production de produits finis. Quelque part, il faudrait que la Chine et c'est pour cela que ce sera très difficile à accepter, soit prête à se désindustrialiser et qui ce faisant l'amènerait indirectement à aboutir aux mêmes erreurs extrêmement importantes que nous avons commises aux États-Unis ou en Europe.

De ce fait, la Chine ne veut pas s'appliquer ce régime dont on connaît les effets néfastes : la perte de certains métiers et d'un certain nombre de productions. Or, si l'on observe l'environnement aujourd'hui, on a plutôt affaire à une Chine qui cherche à maîtriser son niveau d'exposition qu'elle qualifie de stratégie notamment sur l'alimentaire, sur les hautes technologies, sur tout un ensemble de secteurs. On le voit bien, c'est aussi un discours de découplage qu'elle tient pour assurer sa sécurité. Dès lors, on comprend pourquoi, après ses déboires dans l'immobilier, la relance de ce pays a aussi porté sur des investissements dans l'industrie pour le rendre plus autonome.

Le problème, c'est qu'il est difficile de se désengager de cette addiction de l'économie chinoise pour l'immobilier, les infrastructures et le foncier qui ont constitué un moteur considérable pour le développement de l'économie du pays et également de son industrie. Effectivement, il faudrait aujourd'hui procéder à des transferts sociaux massifs vers la population chinoise comme aussi ralentir la production industrielle et toute cette dépendance qui existe du côté des infrastructures et de l'immobilier.

Et cela, ce sont des ajustements qui sont très longs, très coûteux pour la Chine. Par ailleurs, nous ne savons pas si elle désire vraiment le faire. Sans noircir le tableau, nous nous trouvons en face d'un pouvoir pour lequel la croissance est quand même une composante majeure du compromis politico-économique passé avec la

population dès après les événements sanglants sur la place Tian'anmen en 1989. Nous ne savons pas ce que cela traduirait politiquement en Chine si tout d'un coup elle devait tomber dans une croissance européenne à hauteur de 1 %. On en revient toujours à cette image de l'éléphant qui fait du vélo et qui tant qu'il pédale rapidement maintient son équilibre. Ce contrat social a permis finalement depuis maintenant bientôt quarante ans à la population de s'enrichir à la seule condition de ne pas se mêler de politique. Qu'advierait-il si ce contrat social venait à être brisé ?

Cela étant dit, la Chine est un grand marché intérieur, une économie continentale qui a la possibilité effectivement de se débrouiller par elle-même. Mais elle reste quand même tributaire d'une dépendance extérieure très importante en matière de débouchés.

On a quand même quelque part l'impression que la Chine avait anticipé d'une certaine manière le choc qui allait se produire, je pense notamment au « Made in China 2025 » où il était question et cela a été redit par le Premier ministre chinois de mettre l'accent sur les hautes technologies, l'intelligence artificielle, le quantique, sur des choses qui sont quand même d'un point de vue technologique extrêmement avancées et dans lesquelles la Chine a déjà beaucoup progressé, voire même dépassé les États-Unis ou l'Europe dans certains secteurs.

On a vu également que Xi Jinping a légèrement changé de doctrine à l'égard du secteur privé, il semble essayer à la fois de séduire les entreprises étrangères en leur promettant la mise en place d'un certain nombre de dispositions qui leur seront favorables, et dans le même temps prendre davantage en considération les entreprises privées chinoises qu'il avait jusqu'à présent un peu mises à l'écart, à l'exemple d'Alibaba.

Dans le même temps, cela reste une économie très centralisée avec un président qui décide de tout et donc qui handicape toutes ces mesures qui pourraient être mises en place mais qui seront forcément pénalisées par le système hypercentralisé défini par Xi Jinping.

Oui, nous nous trouvons à la fois sur la conjonction de plusieurs choses. Quand on parle de l'évolution actuelle et future de l'économie chinoise, nous avons des données structurelles de long terme, en particulier la démographie que l'on ne peut occulter parce que ses effets sont extrêmement rapides et très conséquents.

Et là, la Chine est entrée très clairement dans une phase accélérée de vieillissement de sa population, une décroissance de celle-ci beaucoup plus rapide que ce que l'on avait



prévu. Il s'agit d'un fait majeur, comme aussi l'évolution de sa productivité du travail. La Chine n'est plus dans la situation où elle était dans les années 1990. En schématisant, on prenait alors un paysan et on le mettait dans une usine et après la productivité explosait. Tout cela est en grande partie terminé, même s'il reste encore quelques poches de ce genre dans certaines provinces. Il y a tous ces éléments conjoncturels. Il y a aussi bien évidemment les biens et équipements des ménages qui ralentissent, le fait qu'il y a des infrastructures de très bonne qualité qu'on ne peut pas agglomérer, quand on a une inflation d'aéroports ou de kilomètres d'autoroutes dans une région où il ne sert à rien d'en construire d'autres.

Il y a une sorte de trop plein. Si on prend par exemple la surface habitable par habitant en Chine, elle est aujourd'hui comparable à celle des Européens. Bien sûr, nous pourrions imaginer qu'elle évolue encore plus comme pour les Canadiens, les Américains ou les Australiens, mais alors à ce moment-là se poseraient des problèmes environnementaux colossaux. Comment cela se traduirait-il pour la population chinoise en mètres cubes de béton et en émissions à effets de serre ? La Chine ne peut pas se le permettre mais dans le même temps nous sommes passés d'à peu près 8 ou 9 mètres carrés de surface habitable pour les Chinois à autour 35-40 mètres carrés, qui est celle en moyenne des Européens.

Donc tout cela, avec la baisse de la population, forcément on a un ralentissement naturel, on est sur un plateau, voire même sur une décroissance de l'échelle de tous ces leviers. Il y a donc tous ces effets structurels qui se conjuguent et puis il y a la manière dont on en sort et là on se rend compte que les marges de manœuvre de l'économie chinoise ne sont plus celles dont elle disposait encore il y a quelque temps, avec aujourd'hui une croissance plus faible, un endettement beaucoup plus important, des marges de manœuvre fiscale plus réduites que ce que les chiffres officiels veulent bien annoncer parce qu'il y a toute une série de déficits qui sont cachés dans les comptes des gouvernements provinciaux.

Et cela pose un énorme problème pour la Chine en matière de relance et dans le même temps cette dernière a la nécessité impérieuse de poursuivre, voire même d'accélérer la construction de ses dispositifs de transferts sociaux qui vont coûter énormément d'argent. La Chine doit faire en sorte que ces biens publics se développent.

Elle a un système financier qui est aussi très fragile et c'est bien pour cela qu'elle ne veut pas faire comme la Thaïlande ou d'autres pays, ouvrir trop celui-ci parce qu'elle en perdrait le contrôle. Ce système est très fragile, le Parti sait parfaitement qu'il pourrait se trouver quelque part des ingrédients de crises systémiques. Le gouvernement chinois qui a piloté cette industrialisation depuis la fin des années 70 veut éviter nos erreurs en matière de désindustrialisation et continue d'investir massivement pour conserver des capacités industrielles sur son sol. Nous aimerions bien être tous à 4 ou 5 % de croissance en Europe, nous serions satisfaits, mais pour la Chine c'est quelque chose de nouveau et on peut tout à fait imaginer que ce régime de croissance baisse encore d'un cran.

Dans cette hypothèse, comment réagirait la Chine ?

Nous avons toute une série d'éléments qui font que, effectivement, les marges de manœuvre de l'économie chinoise sont devenues plus faibles. Et donc quand on met tout cela à plat et que l'on rajoute le problème des droits de douane et le fait qu'un certain nombre d'entreprises, de petites entreprises, privées notamment, dans les zones côtières qui travaillaient pour l'export vont se trouver sévèrement touchées, c'est quelque chose qui ne sera pas facile à gérer.

Et l'on sait que l'on gère plus facilement quand on a 8, 9 ou 10 % de croissance que lorsque l'on a seulement 3 ou 4 %.

On se souvient des discours qui étaient tenus par les économistes occidentaux dans les années 1990 qui affirmaient que si la Chine descendait en dessous d'un taux de croissance de 7%, le pays et son régime politique s'effondreraient.

On a en effet exagéré un peu tout cela, mais il y avait quand même une part de vrai. On a vu dans les années 1990 que les problèmes financiers des mauvaises dettes se sont résolus quasiment tout seuls en une petite dizaine d'années parce que la Chine enregistrait une croissance de 10 %, faisant que la dette se dévalue d'autant par an automatiquement.

C'est peut-être un peu caricatural de dire cela, mais c'est vrai quand même. Dans les faits, la Chine ne s'est pas très préoccupée de tous ces problèmes financiers qu'elle avait et qui se sont par ailleurs résorbés par eux-mêmes. Aujourd'hui, ce n'est plus possible d'agir de la sorte.



Quant au secteur privé chinois, c'est vrai qu'il a été mis à mal par les décisions de cette recentralisation, cette reprise en main de la part de Xi Jinping. Mais aujourd'hui, même si on sent qu'il y a une volonté de remettre le secteur privé dans le circuit, la confiance n'est plus là. Et je dirais que c'est le cas aussi pour les cadres au niveau local. C'est tout l'héritage de Deng Xiaoping qui a volé en éclat.

Cette déconcentration qui était la marque de fabrique de Deng a créé des problèmes de

corruption mais il est vrai aussi que la campagne anti-corruption et la mise au pas du secteur privé comme la recentralisation de toutes les bureaucraties locales ont fait qu'aujourd'hui même, si on dit à ces acteurs revenez dans le jeu, ils continueront à regarder dans leur rétroviseur. Ils ont très peur à nouveau d'être pris en défaut.

Donc personne ne bouge. En tout cas, il n'y a plus désormais en Chine la confiance qu'il y avait dans les années 1980-90 ou au début des années 2000.



Jean-François Huchet

Jean-François HUCHET est Président de l'INALCO depuis avril 2019 et professeur des universités à l'INALCO depuis 2011 et vice-président de France Universités depuis janvier 2025. Il enseigne au département Chine sur l'économie de la Chine contemporaine et sur les modes de développement économique en Asie. Il a dirigé l'équipe de recherche ASIes à l'INALCO entre 2014 et 2017 et le GIS Asie - Réseau Asie (CNRS) entre 2013 et 2017. Docteur en sciences économiques de l'Université Rennes 1, il a résidé pendant près de 16 ans en Asie. Il a étudié à l'Université de Pékin entre 1987 et 1991 pour y apprendre la langue chinoise et mener ses recherches doctorales. Puis il a occupé des postes de chercheurs dans deux centres de recherche français à l'étranger (IFRE) pilotés par le ministère des Affaires étrangères et le CNRS : de 1993 à 1997 à la Maison franco-japonaise à Tokyo et de 1997 à 2001 au Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine (CEFC) à Hong Kong, dont il est devenu directeur entre 2006 et 2011. Durant cette période, il a également créé et dirigé l'Unité de Service et de Recherche « Asie Orientale » (USR n° 3331 du CNRS) qui regroupe le Centre d'Études Français sur la Chine Contemporaine à Hong Kong et la Maison franco-japonaise à Tokyo ainsi que la revue Perspectives Chinoises (et son édition anglaise China Perspectives). Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le développement économique en Chine, ainsi que sur le rôle de l'État en Asie. Son dernier ouvrage portant sur La crise environnementale en Chine, a été publié aux Presses de Sciences-Po en octobre 2016.



Analyse

Les répercussions de la politique commerciale du président Trump sur les pays asiatiques.

Par Yves Carmona

Cet article manque sûrement d'éléments complémentaires, car M. Trump change très souvent d'avis, donc de politique. Ou peut-être, comme le pensent de nombreux experts, n'a-t-il pas tout simplement de politique bien arrêtée. Toute la planète bruisse de commentaires sur les conséquences de son action, objet de cet article pour ce qui concerne l'Asie. Mais quelle politique ? Jamais un seul homme n'a ainsi fait trembler toute la planète, succès paradoxal de la mondialisation dont il se dit pourtant l'adversaire.

Un think tank américain explique le 27 février 2025 que le secrétaire d'État, bon connaisseur du ministère qu'il dirige, devra faire face au défi d'une diplomatie que le Président Trump détermine, avec une demi-douzaine d'envoyés spéciaux qui contrôlent Marco Rubio. Pourra-t-il faire entendre une voix plus raisonnable ? Apparemment non, si on regarde ébahi ce qui s'est passé depuis – et cet article est écrit le 17 avril 2025, précision nécessaire car Donald Trump fait souvent le contraire de ce qu'il venait d'annoncer.

Comme chacun sait, le 3 avril, le chef de la Maison Blanche a décidé que les tarifs douaniers des États-Unis sur toutes les importations allaient augmenter d'environ 10 fois selon l'agence Fitch Ratings, passant de 2,5 % en 2024 à 22 %. Le taux des droits de douane est aussi élevé qu'en 1910, avant la Première Guerre mondiale. Le quotidien japonais Mainichi Shinbun écrit le même jour : « Les hausses successives des droits de douane de l'administration Trump ont mis en péril le système mondial de libre-échange. La situation risque de se transformer en une « guerre commerciale » dans laquelle les mesures unilatérales des États-Unis sont contrées par des tarifs de rétorsion, mais un regard rétrospectif sur l'histoire du monde montre également qu'un protectionnisme excessif ne conduit pas seulement à la division économique. Les tarifs douaniers et l'économie du bloc ont contribué à la Seconde Guerre mondiale ».

Réfléchissant au fait que le protectionnisme qui prévalait dans les années 1930 avait contribué à la Seconde Guerre mondiale, le GATT (Accord

général sur les tarifs douaniers et le commerce) est en effet entré en vigueur en 1948 dans le but de libéraliser le commerce multilatéral. En créant une « zone économique dollar » avec les pays d'Amérique latine et en bloquant effectivement les importations en provenance d'Europe et d'autres pays, il a créé par la force un environnement dans lequel seuls les produits à base de riz pouvaient être vendus.

Sur le même registre, le Washington Post a estimé qu'il s'agissait d'un « virage brutal vers le protectionnisme que les États-Unis ont abandonné il y a un siècle ». Face à cela, Trump met à jour toutes les crises qui se produisent ensemble, même s'il n'en est pas l'auteur : géopolitique et militaire, commerciale, économique, institutionnelle, morale, idéologique...

Certes, les intentions du président américain peuvent être louables s'il s'agit de réindustrialiser les États-Unis mais ce qui a été fait depuis le 20 janvier, date de son officialisation comme président de la première économie mondiale, va à l'encontre de cet objectif.

Prenons l'exemple de la politique suivie au Vietnam telle que la décrit de façon imagée un ancien résident des Nations Unies, économiste aujourd'hui retraité, dans une interview récente : « Les États-Unis ne peuvent pas fabriquer des chaussures Nike bon marché, d'accord ? Les États-Unis ne peuvent pas fabriquer des T-shirts bon marché. Les États-Unis ne peuvent pas assembler des iPhones bon marché. Ce sont les avantages comparatifs du Vietnam par rapport aux États-Unis », soulignant l'illogisme et



l'injustice de la hausse à 46 % des droits de douane aussi bien que la parade acceptée à haut niveau pour ramener à zéro ceux des produits vietnamiens sur le marché américain car le Vietnam est une économie hors marché (non-market economy) dont la capitale américaine elle-même a accepté cette classification à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), lui donnant ainsi le droit d'infliger au pays en question des droits antidumping et des mesures anti-subsidiation en cas d'afflux massif de marchandises vietnamiennes sur le marché américain, ce qui ne manquerait pas de se produire si ces marchandises entraient à droit zéro. Or, poursuit-il, « le Vietnam n'a pas les moyens d'acheter les coûteux produits américains comme le gaz naturel liquéfié (GNL). On n' imagine pas non plus Hanoï qui s'est historiquement fourni en armements auprès de l'URSS puis de la Russie acheter un grand nombre d'avions de chasse américains. De plus, faire entrer les produits agricoles sur le marché vietnamien à droit zéro serait lui refuser le statut de pays en développement (PED) et y éliminer la plupart des petites entreprises. »

Le même raisonnement peut s'appliquer à un grand nombre de PED du Sud-Est asiatique. Citons-les par ordre alphabétique : Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Timor-Leste. En Asie du Sud, tous sont également dans cette catégorie, seuls Brunei, la Corée du Sud, le Japon, Singapour et Taïwan y échappent, l'Inde constituant un cas à part. Certes, l'Inde, en dépit des espoirs du Premier ministre Narendra Modi, n'est pas épargnée par le président Donald Trump puisqu'elle exporte beaucoup, mais reste un PED.

Les menaces américaines arrivent à un moment difficile pour l'Inde. L'économie indienne a fortement rebondi après la chute due à la Covid, mais depuis un an, on s'inquiète de plus en plus de sa capacité à maintenir la dynamique de croissance en raison de vents contraires à la fois nationaux et mondiaux.

Or, comme le souligne l'experte Amaia Sánchez-Cacicedo, lors du récent Conseil du commerce et des technologies UE-Inde (TTC), l'Union européenne et l'Inde ont souhaité donner une traduction plus opérationnelle à leur partenariat stratégique et adopter une vision intégrée reliant commerce, technologies critiques et défense afin d'encourager les synergies entre ces pans cruciaux de leur coopération. Celle-ci a depuis pris une importance accrue pour les deux parties, en cela qu'elles cherchent toutes deux, face à un ordre mondial de plus en plus imprévisible, à

consolider des partenariats diversifiés. Selon les mots du ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, prononcés lors de la 10^e édition du Raisina Dialogue à Delhi (17-19 mars 2025), le monde entier est aujourd'hui au cœur d'une « renégociation énorme » dans les rapports de force. Ce qui amène à s'interroger : la stratégie indo-pacifique à laquelle se sont ralliés les États-Unis y résistera-t-elle ?

Pour en rester à des pays moins puissants, les quelque 75 dont le Président américain affirme qu'ils l'ont appelé pour négocier, la presse a retenu un pays non asiatique dont le cas est particulièrement spectaculaire, le Lesotho qui exporte essentiellement des diamants – bon courage aux États-Unis pour les remplacer par une production nationale, écrit-elle avec une pointe d'ironie !

Plus dramatique, l'ex-résident des Nations Unies précité rappelle : « La dernière fois qu'il y a eu une telle guerre commerciale, c'était il y a 95 ans, lorsque la loi Smoot-Hawley sur les tarifs douaniers de 1930 a été approuvée par Herbert Hoover, le président des États-Unis de l'époque, qui a provoqué une aggravation de la Grande Dépression. Et cela a conduit à une réduction spectaculaire du commerce mondial. Cela sera très préjudiciable au Viêt Nam, dont l'économie est très dépendante des échanges commerciaux. »

Ré-industrialiser les États-Unis par ce moyen-là est également une « illusion » pour l'économiste américaine Kyla Scanlon : les « Trumponomics » ressemblent moins à un effort pour forger un avenir différent qu'à un programme confus et autodestructeur et à la nostalgie d'une époque révolue – le 20^e siècle – d'autres citent le 19^e siècle auquel se réfère souvent le président mercantiliste.

Sur un ton à peine moins dramatique, l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Japon et de la Banque asiatique de développement, Haruhiko Kuroda, estime qu'une telle politique ne peut qu'entraîner de l'inflation, des rétorsions, la « stagflation », l'incertitude économique donc le ralentissement des investissements alors que les États-Unis ont paralysé l'OMC depuis 2019 et que M. Trump a entrepris de détruire le système international multilatéral, ce qui ajoute aux incertitudes. Mais d'après le Mainichi Shinbun, le président américain a réussi à susciter l'union sacrée ... au Japon, dont le gouvernement a tenté par son chef et par plusieurs ministres mais en vain, d'obtenir un traitement de faveur. Anticipant une baisse du pouvoir d'achat, opposition et partis majoritaires sont en train de se mettre d'accord pour une baisse de la taxe à la consommation pour les aliments et les



produits de première nécessité. Il est vrai que le Premier ministre Ishiba a qualifié la politique du président américain de « catastrophe nationale », ce qui n'a pas amélioré son taux de popularité déjà très bas. 58% des Japonais sondés souhaitent que, comme le Canada et le Mexique, leur pays se montre plus ferme.

Si on essaie d'analyser une action peu pérenne – on sait comment dans la même journée et au vu de la chute des marchés d'actions et de bons du Trésor américains le président Trump a changé abruptement de politique économique – on se contentera donc ici de faire le tri entre les pays asiatiques affectés par les foudres du président américain en matière économique et commerciale, en laissant de côté les aspects géopolitiques, largement traités dans le précédent numéro de « Nouveaux Regards sur l'Asie ».

Le moins incertain est de s'essayer à la phénoménologie. « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille » avait dit le Président de Gaulle du temps où il y en avait une ; aujourd'hui les transactions ne s'arrêtent jamais et les cours vont et viennent à une vitesse sans cesse accrue. Ce que voyant, le président américain a dû changer de politique pour au moins 3 raisons :

1. Ses amis, à commencer par Elon Musk, ont perdu beaucoup d'argent, au moins 44 % de la fortune qui en faisait l'homme le plus riche du monde – des manifestations un peu partout dans le monde ont dénoncé un de ses fleurons, la Tesla.
2. L'Américain moyen, dont Donald Trump s'est prétendu l'ami pendant sa campagne électorale, avait souvent placé en actions sa future retraite et sa protection sociale dont on sait que le volet fédéral est insuffisant, voire nul.
3. Le capitalisme, dont il s'est également prétendu le défenseur, n'aime pas l'incertitude, il a besoin de stabilité pour rentabiliser des investissements toujours plus coûteux car nécessaires au progrès technique, qu'il s'agisse de robots ou d'intelligence artificielle ; or ces volte-face incessantes érodent la confiance.

C'est en particulier ce que disent aussi bien le prix Nobel américain Paul Krugman que l'économiste François Meunier auprès du think tank français La Grande Conversation. Selon ce dernier, M. Trump est certainement habile à naviguer entre les trois tendances qui composent sa majorité – grands entrepreneurs, techno-libertariens et populistes (MAGA). Il s'inspire du Président McKinley (1843-1901), avocat du mercantilisme contre la Chine qui,

depuis le début des années 2000, suscite aux États-Unis la désillusion : elle s'est certes renforcée en devenant le manufacturier du monde, malmenant l'emploi et le tissu industriel de la plupart des pays. Ses capitaux permettent un excédent de la balance des paiements mais ceux qui en bénéficient ne sont pas ceux qui ont perdu leur emploi du fait des délocalisations. Aussi est-il simple d'en rendre responsable la consommation de Fentanyl, drogue à la mode et obsession américaine. Or au lieu de rassembler ses alliés, le président américain, blessé dans son orgueil, semble prendre un chemin inverse alors que, selon les mêmes économistes, le jeu – et le rapport de force – se renversent : disposer du monopole des batteries électriques est pour la Chine un atout de puissance presque autant que la domination de Wall Street sur la finance mondiale.

Plutôt que d'augmenter les droits de douane, l'administration Trump pourrait déprécier le dollar, quitte à tordre le bras du gouverneur de la Federal Reserve Bank (FED) qui cherche à préserver son indépendance, ou augmenter les impôts pour réduire le pouvoir d'achat des Américains – mais on comprend que cela ne soit pas payant électoralement.

Face à ce manque de lisibilité, concentrons-nous sur les répercussions de la politique Trump sur le commerce en Asie, en sériant les pays selon leur niveau de développement et d'exposition aux exportations de biens – car le président américain n'évoque pas les services vers les États-Unis, « punissant » les pays en divisant leur commerce extérieur de marchandises, s'il est déséquilibré, par leur PIB.

Washington s'attaque aussi à des pays stratégiquement proches ne serait-ce que parce que leurs armées lui sont très liées voire dépendantes, la Corée du Sud et le Japon. La capitale nipponne espérait échapper à la hausse des droits de douane et autres mesures vexatoires comme les bâtons mis dans les roues de Nippon Steel qui voulait racheter US Steel mais – elle en a l'habitude – Washington lui impose sa loi.

D'après le Mainichi Shimbun, Trump a réussi à y susciter l'union sacrée. Anticipant une baisse du pouvoir d'achat, opposition et partis majoritaires sont en train de se mettre d'accord pour une baisse de la taxe à la consommation pour les aliments et les produits de première nécessité.

Tout cela est favorable à la Chine, dont pourtant l'économie ne connaît plus les taux de croissance du passé mais se dit prête à une guerre commerciale. Elle se prépare déjà à remplacer les États-Unis par un découplage



que ses dirigeants souhaitent depuis longtemps et auquel la politique économique américaine contribue. De plus en plus, en supplément de la puissance économique, elle maîtrise les hautes technologies. Elle semble se tourner vers l'Europe, comme en atteste sa récente réception du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, mais les actes suivront-ils ? Depuis peu, Pékin a ajouté le refus de vendre des métaux rares à la panoplie de la confrontation.

Les pays comme le Népal, voisin faible, ou ceux d'Asie du Sud-Est, sont poussés vers leur voisine chinoise car ils ont intérêt au libre-échange et au multilatéralisme, au contraire de la nouvelle politique américaine. Comme par hasard, Xi Jinping a réservé aux Vietnam, Malaisie et Cambodge (le 17 avril, date de l'entrée des Khmers Rouges à Phnom Penh), une rare tournée hors de ses frontières. La revue *The Diplomat* rappelle que dans le Trans-Pacific Partnership (CPTPP), le Japon a pris la place laissée libre par les États-Unis et que le jeu des rapports entre acteurs asiatiques rend la situation imprévisible.

En exception à cet article sur les droits de douane, le Laos qui constitue un exemple particulièrement choquant de la destruction entreprise de l'USAID. Comme l'écrit justement

RFI : « Cinquante ans après la guerre du Vietnam, le Laos continue à déterrer les bombes américaines. On estime que pendant la guerre du Vietnam, pour couper les voies de ravitaillement des guérillas communistes au nord du pays, l'aviation américaine a largué plus 2 millions de tonnes d'explosifs et d'armes chimiques au Laos. Environ 30 % de ces engins n'ont pas explosé. Chaque année, ces bombes tuent ou mutilent. On dénombre 20 000 morts depuis la fin de la guerre, 46 l'an dernier, dont 40 % d'enfants. Depuis 1993, les États-Unis ont investi plus de 390 millions de dollars pour déminer les sols, mais environ un quart du pays reste contaminé par des restes d'explosifs, notamment des bombes à sous-munitions. Il faudra encore des décennies pour en venir à bout. » Il en va de même au Vietnam, de surcroît défolié à l'agent Orange ce dont beaucoup portent encore les stigmates, s'ils ne sont pas déjà morts à cause de ce défoliant extrêmement toxique...

Au Népal, autre pays faible, certains s'interrogent sur une trop grande dépendance envers les voisins indien et chinois, mais aussi désormais vis-à-vis des États-Unis : un programme d'aide de 500 millions de dollars américains aurait dû être conclu depuis des années mais qu'en sera-t-il désormais ?



Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves Carmona a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile



Analyse

Les sciences sociales et humaines en Chine aujourd'hui : un débat sur la place publique.

Par Benoît Vermander

Le 25 février, Jin Li, président de l'Université Fudan, à Shanghai, présentait publiquement les réformes d'ampleur que son équipe allait mettre en œuvre à l'université, après une phase préparatoire de deux ans. L'annonce de certains des axes choisis - la réduction du nombre d'étudiants en lettres et sciences humaines et sociales (SHS) à 20 % des effectifs, la diminution corrélée des cours en ces disciplines, l'augmentation à marche forcée des offres de formation en AI - déclenchait un émoi considérable, bien au-delà des frontières de l'université concernée.

Dans une interview accordée le 6 mars au Southern Weekly (南方周末) de Guangzhou, Jin Li précisait ses positions, sans se rétracter en rien. Il déclarait que l'université souhaitait former des étudiants « capables de faire face à l'incertitude de l'avenir ». Pour Jin, réduire de 20 % le nombre d'étudiants en lettres et sciences humaines (environ 35 % à Fudan aujourd'hui) est une nécessité sociale : « Combien d'étudiants en lettres et sciences humaines sont-ils nécessaires à l'époque actuelle ? (当前时代需要多少文科本科生?) ».

Fudan est sans doute déjà dans le peloton de tête pour les cours donnés avec le soutien de l'IA : 116 au premier semestre de 2025, et c'est là qu'un début. La réduction du secteur des sciences humaines qu'elle planifie est loin d'être unique. Analysant les statistiques du ministère de l'Éducation sur les cours universitaires abolis durant l'année 2024 dans les universités chinoises, Southern Metropolis Daily (南方都市报) notait que la majorité concernait des diplômes en arts libéraux, certaines universités ayant même supprimé leurs facultés de sciences humaines.

C'est la conséquence d'une volonté planifiée : en 2023, le ministère de l'Éducation a publié un plan général de réforme centré sur l'introduction de nouvelles offres de cours pour « s'adapter aux nouvelles technologies » prévoyant l'élimination des formations « inadaptées au développement social et économique ».

Modernisation et interdisciplinarité

La position défendue par Jin Li – un généticien de formation, dont la recherche s'est

concentrée sur la modélisation des migrations humaines, notamment en Asie orientale – est, sur le fond, moins caricaturale que certaines de ses déclarations à l'emporte-pièce semblent suggérer. Jin Li insiste sur la nécessité d'« intégrer les SHS aux sciences dures » pour mieux répondre aux défis globaux.

Il propose notamment la création de centres interdisciplinaires combinant philosophie, sociologie et technologies émergentes : une revalorisation des SHS via des projets appliqués (ex. études urbaines liées au développement durable) ; un financement accru pour les recherches en SHS ayant un « impact social mesurable ».

Il souhaite également qu'un modèle « d'internationalisation compétitive » contribue à ces objectifs : recrutement de chercheurs étrangers pour renforcer les publications internationales dans les programmes privilégiés ; et critères d'excellence bien quantifiés. Il n'empêche : le côté instrumental de l'approche globale est renforcé par d'autres annonces : l'importance soulignée d'une « éducation patriotique » intégrée aux SHS, notamment pour promouvoir les « valeurs socialistes » dans les cursus ; et le développement des recherches soutenant les politiques publiques (ex. gouvernance moderne, soft power chinois).

Un large débat critique

La vivacité du débat qui a suivi a surpris les observateurs. L'histoire de l'université Fudan explique en partie les oppositions déclarées au programme. Fondée par l'ancien jésuite Ma Xiangbo en 1905, lequel souhaite défendre



l'esprit originel de l'Université Aurore créée deux ans auparavant et à son sens très tôt dévoyée. Fudan est connue pour sa tradition humaniste, son attachement aux arts libéraux, l'excellence de ses départements de chinois, histoire et philosophie. Entre 2000 et 2015 environ, à l'époque de la floraison point aboutie des médias chinois, son école de journalistes était la première de Chine.

Il s'agit cependant d'une université généraliste : sa faculté de médecine opère quatorze hôpitaux ; ses départements de sciences dures (mathématiques, physique théorique) sont parmi les tout premiers du pays. C'est dans les technologies qu'elle montre ses faiblesses, encore qu'elle ait réussi à développer remarquablement certains secteurs, notamment les technologies environnementales.

La devise de l'université peut être traduite, plus ou moins littéralement ainsi : « étendre la connaissance par une volonté ferme ; questionner sans trêve et réfléchir attentivement (博学而笃志, 切问而近思) », idéal confucéen et humaniste s'il en est un.

Cela fait plusieurs années que des voix, internes et externes à l'université, regrettaient, de manière plus ou moins ouverte, l'érosion de cet idéal. Sur les réseaux sociaux, les annonces de Jin Li ont suscité de très nombreuses réactions d'internautes proches de l'université, ou originaires d'autres centres d'excellence, analyses généralement critiques (quoique assez souvent de ton résigné), certaines de ces analyses remarquablement longues et argumentées. Les paragraphes suivants résument un bon nombre de ces réactions, essentiellement celles parues sur le réseau social Weixin.

La première critique majeure porte sur l'écart entre le programme et l'esprit du lieu ; Fudan ne saurait devenir une autre université Qinghua, disent plusieurs, et la réforme annoncée ne saurait que lui faire perdre sa réputation traditionnelle sans réussir à lui en octroyer une autre.

La deuxième critique majeure est celle que l'on peut attendre : en tant que cette réforme reflète une tendance nationale, les SHS risquent de devenir davantage encore des outils au service d'un agenda politique ou économique, au détriment de la liberté académique. La priorité donnée aux projets « socialement utiles » marginalise automatiquement les recherches théoriques ou critiques. Ces critiques contre le projet ont pu être énoncées parce que plusieurs

d'entre elles ont trouvé un angle politiquement acceptable. Ainsi, plusieurs participants dénoncent « l'occidentalisation excessive » des SHS que suppose leur instrumentalisation sociale, occidentalisation qui menace encore plus l'étude des classiques chinois. En réponse, Jin Li défend une « synthèse créative » entre héritage culturel et méthodes modernes.

Un angle d'attaque connexe s'inspire de ce que l'on pourrait nommer « l'humanisme marxiste ». Cette perspective tente d'opérer une synthèse entre certains aspects du projet porté par Jin et la défense d'une certaine tradition. Un internaute argumente ainsi :

« La vision marxiste de l'éducation met l'accent sur 'le développement global des êtres humains' et estime que l'éducation doit « cultiver tous les attributs humains de la société ». Dans la pratique éducative actuelle, le programme d'études en sciences humaines est devenu un bibelot ajouté sur la formation technique, et l'éducation politique est restée un discours de façade. Cette aliénation a réduit l'éducation, qui est censée façonner l'âme, à une chaîne de montage de formation professionnelle. La tragédie de Wan, doctorant au département de chinois de l'université de Fudan, est précisément la cruelle conséquence de cette aliénation de l'éducation : lorsque les tests quantitatifs deviennent l'épée de Damoclès suspendue au-dessus des enseignants et des étudiants, les questions sur le sens de l'existence et les réflexions sur la valeur à donner à la vie deviennent un luxe. Les dilemmes de la déconstruction exigent un retour à la nature méthodologique du marxisme. (...)

Dans le projet de réforme de l'université Fudan, la construction de « nouvelles lettres et sciences humaines » ne doit pas se limiter à une simple cure d'amaigrissement des disciplines traditionnelles, mais doit parvenir à une intersection profonde de la littérature et de la science : le département de philosophie peut explorer l'éthique scientifique et technologique avec le laboratoire d'intelligence artificielle. L'École d'histoire peut collaborer avec le Big Data Center on Digital Humanities, une innovation interdisciplinaire qui préserverait le patrimoine des sciences humaines tout en répondant aux besoins de l'époque. La restructuration de l'écosystème de l'enseignement des sciences humaines nécessite un changement systémique au niveau institutionnel.

Je propose de créer une 'banque de crédits pour la culture générale en sciences humaines' obligeant les étudiants en sciences et en ingénierie à suivre des cours de base en



sciences humaines tels que la philosophie et l'art ; de créer un 'fonds transversal pour les sciences, la technologie et les sciences humaines' afin de soutenir la recherche conjointe sur des sujets majeurs dans les arts et les sciences. (...) Ces transformations institutionnelles peuvent à la fois faire tomber les barrières disciplinaires et cultiver des talents composites, transformant la sagesse traditionnelle consistant à 'cultiver sa propre personne, gouverner son pays et faire du monde une totalité' en une ressource intellectuelle qui puisse contribuer à résoudre les dilemmes de la modernité. »

On le voit : ici, les critiques formulées n'empêchent pas un accord de fond sur le projet développé par Jin Li lorsqu'on regarde au-delà des titres porteurs. En Chine, la fascination ressentie devant les Big Data et les progrès fulgurants de l'IA (notamment depuis le succès de Deep Seek, célébré par tous comme un triomphe national) l'emporte le plus souvent sur les autres considérations, même parmi ceux qui entendent défendre une certaine tradition humaniste.

Des résistances spécifiques s'expriment pourtant avec vigueur. Elles concernent le sous-financement des SHS et le risque flagrant de standardisation de la recherche (une standardisation déjà très largement avérée). Des chercheurs craignent aussi la perte de spécificités des SHS chinoises au profit de normes globalisées. La fusion de départements historiques (ainsi celle, possible à terme, de la philosophie et des sciences politiques) suscite également des craintes et des critiques prononcées.

Perspective

Le projet de Jin Li n'est pas sans mérites, et son ambition de développer ce qu'il appelle les « sciences hybrides » - des disciplines associant

SHS, technologies et sciences dures, notamment par le recours aux Big Data et à l'AI - ne saurait être simplement ignoré. Ses faiblesses n'en sont pas moins patentées : l'esprit critique est déjà fort peu développé au sein des universités chinoises.

L'éducation à la sensibilité et à l'exercice de l'imagination est presque inexistante. Les « bases historiques » (pour la philosophie, l'apprentissage de la lecture minutieuse des classiques, chinois et/ou occidentaux) sont de plus en plus négligées au profit souvent de modes passagères. En fait, les sciences sociales en Chine sont d'ores et déjà entrées en crise, alors que leur développement entre 1980 et 2010 environ a été remarquable. Bien entendu, les contraintes proprement politiques jouent un rôle. Mais pas seulement ; le quantitatif a primé sur le qualitatif, et les jeunes chercheurs ignorent ainsi ce que c'est que « perdre du temps » avec leurs sujets d'enquête pour les comprendre, entrer dans leur monde.

Très peu de sociologues et d'anthropologues sont véritablement formés. En conséquence, nos connaissances sur la société chinoise « réelle », sa sensibilité, ses ressorts, son vécu, sont aujourd'hui minimales. Le pouvoir lui-même « sait » bien davantage qu'il ne « comprend ».

Les réformes, bien entendu, « passeront », et les objectifs de Fudan sont et seront ceux de toutes les universités chinoises. Un risque de polarisation n'en existe pas moins, et la mise en œuvre du programme en souffrira nécessairement. Surtout, les contradictions entre une vision technocratique de l'éducation et la mission humaniste des SHS seront encore exacerbées. Reconnaissons en tout cas un grand mérite au projet lancé par Jin Li : il a suscité un débat sur la mission et la nature des SHS qui n'avait pas gagné la place publique depuis bien longtemps.



Benoît Vermander

*Benoît VERMANDER, jésuite, est professeur dans la Faculté de philosophie de l'université Fudan à Shanghai, où il enseigne l'anthropologie du fait religieux et les classiques chinois en perspective comparée. Ses publications en français comprennent *Que cette demeure est donc précaire ; De Chine, penser en pandémie* (Ressuis, 2020) ; *L'Homme et le grain* (Les Belles Lettres, 2021, en collaboration avec Alain Bonjean) ; *Comment lire les classiques chinois* (les Belles Lettres, 2022).*



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Agathe Gravière



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org
www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur, contacter :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556